

Squatteurs : quand protégera t-on enfin la propriété privée ?



Article rédigé par *Contrepoints*, le 22 septembre 2020

Source [Contrepoints] La France est une démocratie, elle respecte les droits de l'Homme et notamment la propriété individuelle reconnue par l'Article 2 de la Déclaration correspondante. Certes. Mais la République du Bisounoursland reste cependant une Socialie Triomphante en vertu de laquelle, ce qui est à l'État est à l'État (à commencer par votre salaire dont il consent à vous laisser une partie) et ce qui est à vous est, disons, ouvert à négociation.

C'est donc régulièrement, au détour de quelques faits divers sordides, que certains Français feignent d'apprendre que leur bien immobilier est, pour la justice et la police française, un objet de droit mal identifié au sujet duquel un flou juridique certain s'est installé depuis quelques années.

Il y a quelques semaines, certains citoyens semblaient tout outrés en découvrant la mésaventure lamentable subie par deux retraités dans les Alpes-Maritimes qui découvraient leur résidence secondaire envahie par une famille devenue résidente sans le moindre droit ni titre, impossible à expulser devant une justice et une police rigoureusement inutiles.

Par un heureux coup du sort (et quelques-uns portés par le mari sur sa femme), on apprendra ensuite qu'un différend familial permettra d'envoyer le père au frais et la mère en foyer, péripétie qui autorisera les propriétaires légitimes à [récupérer leur bien complètement saccagé](#) par les parasites jusque là indélogeables.

Ces derniers jours, c'est une nouvelle affaire qui alimente la même chronique (en réalité déjà grosse de douzaines d'affaires de ce genre, parfois relatées [dans ces mêmes colonnes](#)) : une habitation dans la Nièvre se trouve à son tour occupée par une joyeuse bande de cancrelats dont les connaissances juridiques et une souplesse véritablement olympique avec la moralité leur [permettent de parader](#), toujours sans droit ni titre et sans que les forces de l'ordre ni la justice ne puissent y mettre un terme.

Fait intéressant : la multiplication des cas semblent rendre quelque peu nerveux l'édile du coin, un certain Didier Bourlon, qui explique avoir « *peur que quelqu'un aille dans la maison et les fasse sortir de force, voire avec violence* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)